

Une action en faveur du climat pour  
des effets tangibles dans le Pacifique,  
les Caraïbes et l'océan Indien

# Petites îles, grands résultats

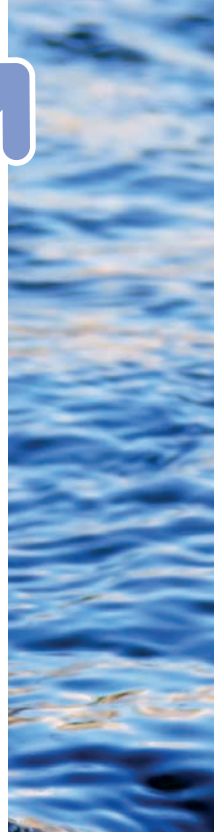


# Des **investissements** porteurs d'un message



Le réchauffement climatique met en péril l'existence même des petites îles, et pas uniquement en raison de la montée du niveau de la mer qu'il entraîne. Les phénomènes météorologiques extrêmes, de plus en plus fréquents, devraient augmenter en intensité. Les infrastructures hydriques sont facilement mises hors service par les tempêtes, tandis que les raz-de-marée et la lente élévation du niveau des mers provoquent des intrusions d'eau salée et la salinisation des eaux souterraines. Le tourisme, qui nourrit l'économie de nombreuses petites îles, en pâtit, avec des effets dévastateurs sur les moyens de subsistance qui persistent longtemps après le retour au calme. Tous ces facteurs pourraient rendre les petites îles inhabitables bien avant que l'océan ne les submerge.

La Banque européenne d'investissement **aide** les petits États insulaires en développement à **s'adapter** aux effets de ces phénomènes extrêmes et à **réduire** leurs propres émissions de gaz à effet de serre.





# La BEI **en bref**



Avec 20,7 milliards d'EUR de financements octroyés en 2015, la BEI est le **plus grand bailleur de fonds multilatéral au monde dans le domaine de l'action en faveur du climat.**

- Entre 2011 et 2015, elle a mobilisé 4,5 milliards d'EUR à l'échelle mondiale en faveur de projets visant à aider les économies à s'adapter aux effets des changements climatiques.
- Elle a pour objectif global de consacrer plus de 25 % du total de ses prêts à l'action en faveur du climat (près de 27 % en 2015).
- Parallèlement, elle s'est fixé pour objectif de porter à 35 % la part de ses prêts pour l'action en faveur du climat dans les pays en développement d'ici à 2020.

La Banque s'emploie à accroître ces investissements ; elle a adopté une stratégie qui place l'adaptation au cœur des projets qu'elle soutient en faveur du climat.

# Solar now

L'Accord de Cotonou conclu entre l'UE et les 78 membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique est entré en vigueur en 2003. Il vise à réduire et, à terme, éradiquer la pauvreté tout en favorisant le développement durable.

Depuis 2003, la **BEI a accordé 1 milliard d'EUR environ** à l'appui de plus de 50 projets dans 20 petits États insulaires dans le cadre de l'Accord de Cotonou.







# Dans le monde entier

1. Cap-Vert
2. Seychelles
3. Maldives
4. Réunion
5. Timor-Oriental
6. Îles Salomon
7. Vanuatu
8. Nouvelle-Calédonie
9. Îles Cook
10. Polynésie française
11. Sainte-Lucie

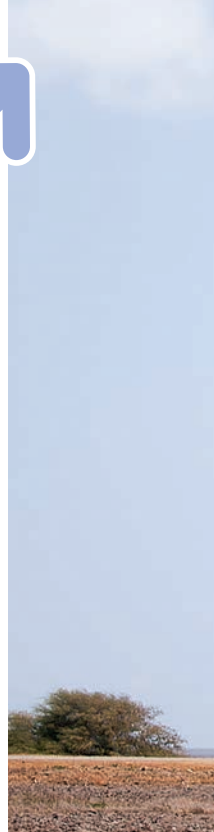
# Contribution à la préservation du récif corallien au Cap-Vert



En plus de s'adapter aux effets des changements climatiques, les habitants des petites îles s'efforcent de limiter leur propre empreinte sur le climat.

Bien entendu, l'un des moyens les plus efficaces à cet égard consiste à exploiter davantage les sources d'énergie renouvelables, comme le vent. Des parcs éoliens ont été installés sur quatre îles de l'archipel du Cap-Vert, grâce à un financement de 45 millions d'EUR accordé par la BEI et par la Banque africaine de développement. Il s'agit de l'un des plus grands aménagements éoliens en Afrique. Les parcs éoliens contribueront à la réduction des gaz à effet de serre sur l'archipel, qui représente une zone sensible sur le plan de la biodiversité ; **son récif de corail est considéré comme l'un des dix plus importants au monde.**

Ce partenariat public-privé a reçu le prix « Best Renewable Project in Africa » à l'occasion de la cérémonie des Africa Energy Awards 2011 qui s'est tenue à Johannesburg.





Dans des conditions de vent idéales, les trente turbines produisent quotidiennement jusqu'à 41 % de l'énergie consommée sur l'île de Santiago, qui inclut la capitale du Cap-Vert, selon l'exploitant Cabeólica.



# Lutte contre la sécheresse

## aux Seychelles



L'un des effets des changements climatiques observés dans l'archipel des Seychelles est la multiplication des épisodes de sécheresse. La saison des pluies y durait trois mois par an autrefois. Mais aujourd'hui, les périodes sèches sont de plus en plus longues.

La BEI a accordé **un prêt de 26 millions d'EUR à l'appui de la modernisation et de l'agrandissement des systèmes d'approvisionnement en eau** sur trois des grandes îles de l'archipel. L'objectif est d'améliorer l'efficacité des systèmes d'approvisionnement et d'accroître la résistance aux changements climatiques en diversifiant et en intégrant des ressources qui répondent différemment aux épisodes de sécheresse.

Ainsi, les déperditions des précieuses ressources hydriques sont moindres et les îles peuvent prélever sur leurs réserves en cas de sécheresse importante.





Constituées de roches granitiques, les Seychelles n'ont quasiment pas de nappes phréatiques ; l'eau est majoritairement prélevée dans les cours d'eau et traitée dans des stations d'épuration telles que celle illustrée.

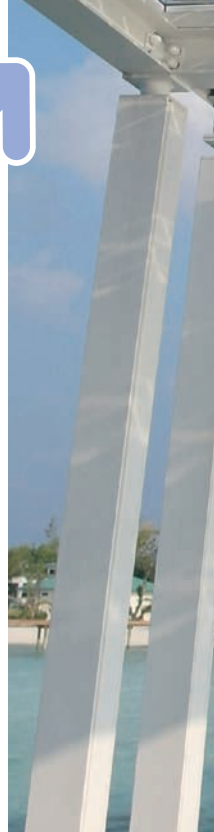
# Des micro-réseaux solaires aux Maldives



Sans les subventions d'État, le prix de l'électricité pour les consommateurs aux Maldives serait 20 à 25 fois plus élevé qu'en Europe, car le transport du pétrole jusqu'aux îles éloignées est onéreux. Les importations de pétrole représentent près de 35 % du PIB des Maldives, ce qui fait de cet État insulaire **l'un des pays les plus dépendants à l'égard du pétrole au monde.**

La BEI contribue au financement d'un projet de 175 millions d'EUR visant à installer des centrales solaires photovoltaïques, des systèmes de stockage d'énergie, des générateurs diesel à plus haut rendement et des réseaux de distribution plus modernes sur 160 îles de l'archipel.

Pour s'adapter aux effets éventuels des changements climatiques aux Maldives, **dont l'ensemble du territoire se situe à moins de cinq mètres au-dessus du niveau de la mer**, les panneaux solaires utiliseront des modules installés sur des structures de 3 ou 4 mètres de haut, de sorte que la montée des eaux ne perturbe pas leur fonctionnement et que les systèmes résistent à des vents de la force d'un ouragan.





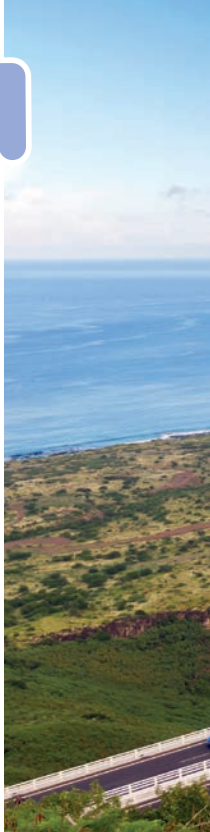
Un pont doté d'une toiture de panneaux solaires sur une île des Maldives.

# Une autoroute à l'épreuve des changements climatiques à la Réunion



Un prêt BEI de 500 millions d'EUR destiné à financer la construction d'une nouvelle autoroute à 2x3 voies à La Réunion devrait permettre de protéger les populations locales et les touristes des dangers de la mer. Contrairement à la route actuelle, qui est exposée à des risques naturels majeurs tels que les chutes de pierres et la montée des eaux, cette autoroute plus résistante aux changements climatiques assurera une desserte toute l'année.

Une attention toute particulière est accordée aux aspects environnementaux du projet, avec **la création de récifs artificiels et de corridors écologiques** visant à préserver les écosystèmes terrestres, mais aussi l'installation d'une station de purification et de traitement de l'eau pour protéger les écosystèmes marins.





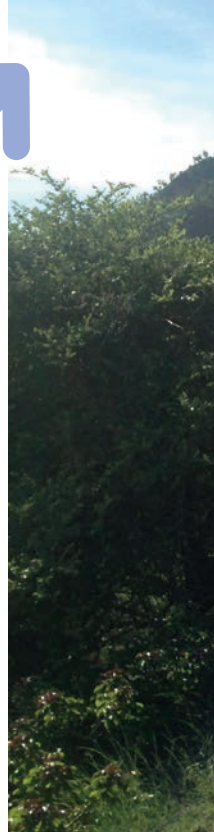
Deux voies de l'autoroute seront réservées aux transports publics et la réduction des embouteillages aura aussi des effets positifs, espère-t-on, sur la consommation de carburant.

# Renforcer la résilience des routes au Timor-Oriental



Bien que l'île de Timor ne soit pas de petite taille, elle est particulièrement vulnérable aux effets des changements climatiques.

La BEI et la Banque asiatique de développement ont approuvé conjointement le financement d'un projet de 164 millions d'EUR à l'appui de la remise en état et de la modernisation de deux routes majeures du Timor-Oriental. À l'heure actuelle, un trajet de moins de 50 km sur l'une de ces routes prend trois à quatre heures, voire bien plus sans un véhicule 4x4 pendant la saison des pluies.







Au Timor-Oriental, l'un des tronçons routiers les plus praticables que les enfants empruntent pour aller à l'école.

# Une foresterie durable

## dans les îles Salomon



Dans les îles Salomon, la BEI a investi dans **la première opération de foresterie durable dans le Pacifique** qui bénéficie de la certification du Forest Stewardship Council (FSC). Compte tenu des activités importantes de déforestation et d'exploitation des forêts tropicales primaires qui sont menées en toute illégalité sur les îles, la BEI a accordé un financement à Kolombangara Forest Products pour la réhabilitation d'une plantation de feuillus tropicaux de près de 3 750 hectares, en mauvais état, et le renouvellement de son matériel d'exploitation vétuste.

Ce n'est pas là la seule intervention de la BEI dans les îles Salomon. Aux fins de l'atténuation des changements climatiques, elle finance, par exemple, une étude de faisabilité portant sur une réorientation majeure du mode d'approvisionnement des îles en électricité. L'objectif du **projet de centrale électrique sur la Tina** est de produire suffisamment d'hydroélectricité durant la saison des pluies pour répondre à l'ensemble des besoins de l'île principale, en remplacement des générateurs diesel actuels.





L'investissement en faveur de Kolombangara a montré au secteur dans son ensemble qu'une opération de foresterie durable est économiquement viable dans la région.

# Des éoliennes rétractables

## au Vanuatu



Lorsque le cyclone Pam s'est abattue sur la république insulaire de Vanuatu dans le Pacifique Sud l'année dernière, les vents atteignant 320 km/h ont détruit des infrastructures, laissant les habitants sans eau ni moyens de communication. Outre les milliers de bâtiments dévastés, 3 300 personnes ont été déplacées et 16 sont décédées. Pour le Vanuatu, le coût de la reconstruction a été tout aussi dévastateur. **Une infrastructure vitale a pourtant résisté à la tempête.**

Dans le parc éolien de l'exploitant Engie, les ingénieuses turbines ont été rabattues et fixées au sol. La tempête passée, les opérateurs ont ensuite simplement remonté les éoliennes et repris la production d'électricité.





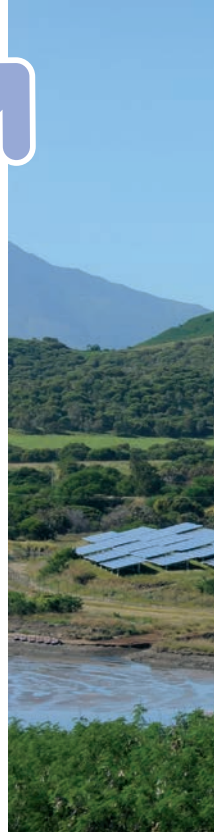
L'une des éoliennes rétractables financées par la BEI à la  
Pointe du Diable.

# Des éoliennes à l'épreuve des cyclones en Nouvelle-Calédonie



En Nouvelle-Calédonie, une ligne de crédit de la BEI accordée à des banques locales a permis à Eole d'installer un parc éolien équipé de mâts rétractables. En 2012, les éoliennes ont résisté au cyclone Jasmine de catégorie 4 (la catégorie 5 étant l'intensité la plus forte), dont les rafales ont atteint jusqu'à 280 km/h, et elles continuent à produire 9,4 GWh par an, évitant ainsi chaque année la consommation de plus de 2 000 tonnes d'hydrocarbures.

La BEI a également contribué à **l'installation de 10 000 panneaux solaires** à 40 km de la capitale Nouméa.





À proximité de la capitale de la Nouvelle-Calédonie, la centrale photovoltaïque Helios Bay peut alimenter jusqu'à 1 000 foyers de la région.

# Un aéroport sur les îles Cook



L'archipel de Cook comprend 15 îles. Près de 90 % de l'ensemble de ce territoire se situent à moins de cinq mètres au-dessus du niveau actuel de la mer.

La BEI a fourni **une assistance technique** aux Îles Cook pour évaluer les possibilités de déplacer certaines infrastructures et, partant, diminuer les incidences éventuelles d'une tempête violente.

L'un des principaux risques porte sur le réservoir de carburant de l'aéroport principal, entre la piste et l'océan, qui pourrait se déverser sur le tarmac en cas de montée des eaux et empêcherait l'atterrissage ou le décollage des avions. La fermeture de l'aéroport, même de courte durée, suffirait à causer l'effondrement du principal secteur d'activité du pays, le tourisme, avec de graves conséquences pour de nombreux insulaires. De surcroît, l'aéroport est la seule voie d'accès viable pour les secours après une catastrophe naturelle.





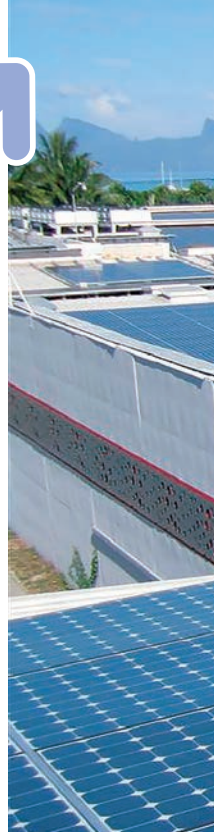
Un timbre des îles Cook montrant l'aérodrome de Rarotonga dans les années 1900.

# Un système de climatisation innovant dans un hôpital de Tahiti

Le Centre hospitalier de Polynésie de 430 lits représente 4 % de la consommation totale d'électricité en Polynésie française, un territoire insulaire où les systèmes de climatisation absorbent 40 % de l'énergie.

Grâce à un prêt de la BEI, l'hôpital va mettre en œuvre une solution alternative innovante. L'eau sera prélevée à 900 mètres de profondeur dans l'océan et circulera à une température de 5-8 °C, refroidissant l'air dans l'ensemble de l'hôpital. Le système, d'un coût total de 25 millions d'EUR, devrait permettre de réduire de moitié la facture d'électricité de l'hôpital, soit plus de 3 millions d'EUR d'économies par an.

Il ne s'agit pas du seul projet de la BEI en Polynésie française. La Banque a accordé des lignes de crédit pour des projets de petite et moyenne dimension assortis d'avantages environnementaux clairement démontrables. Ainsi, le **premier parc photovoltaïque de Tahiti**, qui s'étend sur une superficie de 7 000 m<sup>2</sup>, permet d'économiser 350 tonnes de pétrole par an.





Des panneaux photovoltaïques financés par la BEI sur la toiture du supermarché Carrefour de Puna'auia, à Tahiti.

# Le barrage de Sainte-Lucie



Le barrage de John Compton sur la rivière Roseau, à Sainte-Lucie, forme un réservoir d'eau qui permet d'alimenter la plupart des habitants de l'île. L'ouragan Tomas (2010), conjugué à une forte tempête (sans nom) en décembre 2013, a provoqué des glissements de terrain qui ont rogné de près d'un tiers la capacité du réservoir et rendu l'eau très turbide.

Pour remédier à la pénurie, **l'eau est rationnée** durant la saison chaude, avec des répercussions négatives sur le tourisme qui est la principale source de revenus de cette île des Caraïbes orientales.

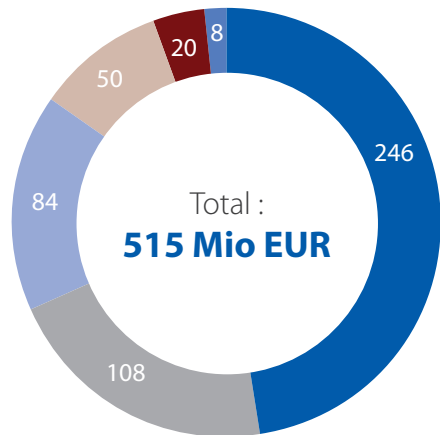
La BEI a lancé, avec la Banque de développement des Caraïbes, un programme visant à adapter les infrastructures – dont ce barrage – aux effets des changements climatiques.





Le barrage de John Compton a été achevé en 1995, avec un an de retard sur le calendrier en raison de la tempête tropicale Debby. À l'heure actuelle, des phénomènes climatiques extrêmes perturbent de nouveau les travaux portant sur le réservoir.

# Quelques chiffres



## Caraïbes

### Prêts au titre du mandat de Cotonou (2004-2015)

Répartition par secteur  
(en Mio EUR)

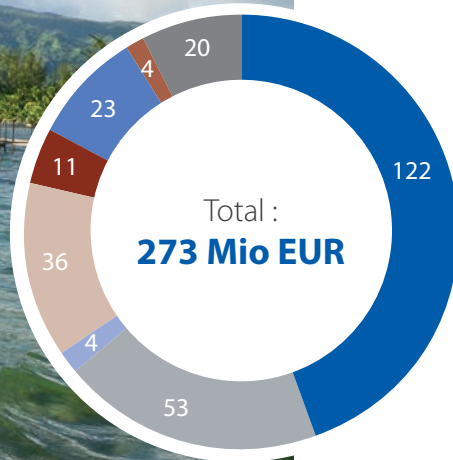
- Lignes de crédit
- Transports
- Services financiers
- Énergie
- Services, y compris tourisme
- Télécommunications



# Pacifique

## Prêts au titre du mandat de Cotonou (2004-2015)

Répartition par secteur (en Mio EUR)



- Lignes de crédit
- Transports
- Services financiers
- Énergie
- Services, y compris tourisme
- Télécommunications
- Agriculture, pêche, foresterie
- Santé



**Banque  
européenne  
d'investissement**

*La banque de l'UE*

### Bureau d'information

☎ +352 4379-22000

☎ +352 4379-62000

✉ [info@bei.org](mailto:info@bei.org)

### Banque européenne d'investissement

98-100 boulevard Konrad Adenauer

L-2950 Luxembourg

☎ +352 4379-1

☎ +352 437704

[www.bei.org/climate](http://www.bei.org/climate)

🐦 [twitter.com/EIB](https://twitter.com/EIB)

📘 [facebook.com/EuropeanInvestmentBank](https://facebook.com/EuropeanInvestmentBank)

📺 [youtube.com/EIBtheEUBank](https://youtube.com/EIBtheEUBank)



© BEI 12/2016 print: QH-07-16-091-FR-C ISBN 978-92-861-3020-5 doi:10.2867/63344  
digital: QH-07-16-091-FR-N ISBN 978-92-861-3017-5 doi:10.2867/478931

© EIB GraphicTeam

© CTR Photos / Shutterstock.com © GEF-IWCAM Project © Unelco © Cabéolica S.A. © Ric Dell'Erba